

# L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71. BERG. 40-51  
Après minuit : GUT. 59-89

Directeur :

**GUSTAVE TÉRY**

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

**Tout va bien**

**y compris le G**

## Nos bons Confrères

Un ami véritable me prodiguait ses condoléances avec une affectueuse ironie.

— Laissez-moi, dit-il, vous consacrer cet apologue :

« Un petit épicier vient ouvrir sa boutique en face d'un grand. Le commerce du petit ne va pas mal, parce qu'il vend de bonnes épices ; le commerce du grand périclite, parce qu'il en vend de mauvaises. Et le grand épicier regarde le petit d'un œil aussi mauvais que ses épices... »

Mais un beau matin, sans raison, sans explication, la police intervient et ferme pour quinze jours la boutique du petit épicier. Vous croyez que le grand épicier va s'inquiéter, protester au nom de la solidarité professionnelle ? Non, le grand épicier jubile.

Pourquoi voulez-vous que dans la presse il en aille autrement que dans l'épicerie ? C'est votre histoire que je vous conte là. La censure peut multiplier impunément les illégalités et les abus de pouvoir, les saisies et les suspensions ; Anastasie, qui connaît bien le cœur des hommes en général et celui des journalistes en particulier, est parfaitement sûre que, si elle tracasse un journal, aucun de ses confrères ne protestera même pour la forme. Si vous espérez le contraire, vous êtes vraiment candide, et d'un candeur qui passe toute imagination. Car, entre nous, vous ne les ménagez guère, les autres gazettes. Vous n'êtes pas sans savoir, je pense, que vos articles sur la publicité financière ou commerciale ont déjà empoisonné les divers exploitants de nos « grands quotidiens ». Et vous voudriez, quand il vous arrive malheur, qu'ils se précipitent à votre secours ! N'attendez pas d'eux tant de magnanimité. Puisque vous avez la prétention de montrer les choses comme elles sont, commencez par ne garder aucune illusion sur votre cas. C'est bien simple : à l'heure présente, c'est-à-dire au bout de six mois d'une existence intermittente, l'Œuvre a déjà trouvé le moyen de se mettre à dos la presse, le gouvernement et le parlement, sans compter l'académie.

— Il faut la compter, cher ami. Mais tout cela n'est rien, tant que nous aurons le public avec nous. Quelque effort qu'on fasse pour l'abuser, il ne s'y trompe pas, le public. Plus on nous persécute, plus il est résolu à nous défendre. Nos lecteurs deviennent autant de propagandistes, qui nous font chaque jour de nouveaux abonnés, et nous avons plus besoin de leur dire quel surcroît de force ces abonnements nous apportent. C'est grâce à cette ressource que, malgré les prix exorbitants du papier, l'Œuvre peut grandir et réaliser son programme, en offrant au public un journal véridique, vivant, propre, libre...

Pourtant votre comparaison est boiteuse. Il est vrai que les grands journaux ne sont plus guère que des agences de publicité ; il est vrai que leurs directeurs, administrateurs ou propriétaires, sont pour la plupart des entrepreneurs de réclame ; il est encore vrai que leur commerce, parfois honnête, est parfaitement assimilable à celui de votre grand épicier. Mais la comparaison s'arrête là, cher ami : nous ne faisons pas du tout le même commerce, et nous n'avons rien de

commun avec eux, si ce n'est l'encre et le papier.

« C'est pourquoi je ne songe pas du tout à m'étonner de leur indifférence à nos tribulations : je m'en réjouis, au contraire, parce qu'elle achève de bien marquer tout ce qui nous sépare. Je serais évidemment très surpris, quand on suspend l'Œuvre, de voir le Syndicat des épiciers en gros se fâcher et prendre notre défense ; mais croyez bien que je ne le serais pas davantage si j'apprenais tout à coup que le Syndicat de la presse a protesté contre la saisie d'un journal.

« Tenez ! l'autre semaine, le député Paul Meunier, qui défendit naguère si brillamment la liberté de la presse à la tribune de la Chambre, eut la gentillesse de m'écrire :

7 mars 1916.

*Je tiens à vous exprimer toutes mes sympathies, à l'heure où votre si intéressant journal vient d'être de nouveau la victime d'un coup de force gouvernemental et d'une scandaleuse illégalité. Obstinément fidèle à la cause de la liberté d'opinion, je déposerai aujourd'hui même sur le bureau de la Chambre avec demande de discussion immédiate une proposition nouvelle tendant à garantir les droits de la presse en temps de guerre. Je suis convaincu que, cette fois, le Syndicat de la presse parisienne nous prêterait tout son appui et qu'il ne pourra faire aucune objection à mon initiative.*

Eh bien ! le député Paul Meunier, qui est un autre naïf, commentait encore la même erreur. Cette fois, comme la fois précédente, le Syndicat de la presse et ses divers truchements lui ont expressément demandé de vouloir bien se tenir tranquille, — et cela par une lettre qui lui a été adressée comme par hasard le lendemain même de notre suspension. Le Syndicat de la presse, reprenant le bon billet de M. Briand, n'entend pas qu'on donne à la censure « une existence légale », et il trouve que les choses sont fort bien comme elles sont. Car non seulement la censure ne gêne pas le commerce des grands marchands de publicité, mais elle le favorise, puisqu'elle paralyse ou supprime la concurrence des véritables journaux, dont elle suspend la publication.

« Mais, direz-vous, il reste bien par ci par là quelques journalistes qui, dans leur coin, sont capables d'élever la voix pour crier à la tyrannie ? Oui, quand l'Homme enchaîné, l'Heure et l'Œuvre ont été suspendus, je connais au moins deux journalistes qui s'en sont émus. L'un est d'extrême droite, l'autre d'extrême gauche, et ils s'injurient tous les matins. Mais, ce matin-là, éperdument joyeux, ils se réconcilièrent sur notre dos, et, tandis que nous étions à terre, ligotés et bâillonnés, ils se sont pris les mains pour exécuter autour de nous la danse du scalp.

« Vous disiez donc, cher ami, que l'union sacrée... »

Gustave Téry

### Les anarchistes intellectuels contre la paix allemande

Plusieurs personnalités dirigeantes du mouvement anarchiste international, Pierre Kropotkine, Jean Grave et leurs amis, viennent de publier une déclaration inspirée du même esprit que celle d'un groupe de notables révolutionnaires russes, députés à la Douma et intellectuels.

Ce nouvel appel aux camarades de tous pays, y compris l'Allemagne, tout en affir-

mant les convictions inébranlables des signataires dans le devoir de recréer la société par l'abolition ou la refonte des institutions existantes, proteste cependant contre toute idée de paix prématurée. Le monde qui souffre de la guerre allemande ne subirait pas une moindre épreuve par la paix allemande. Il faut résister et conjurer ce fléau.

### L'imagination boche

Chaque jour, les Allemands envoient à travers le monde, par télégraphie sans fil, les nouvelles les plus propres à soutenir leur propagande. Hier, par une délicate attention, ils ont voulu offrir à leur clientèle des extraits d'un article de M. Roux-Costadau, député français, paru, indiquaient-ils, dans le Rappel du 11 mars. Le morceau, qu'on en juge, ne manque pas d'emphasis :

« Vous qui empêchez votre peuple d'entendre la vérité brutale, vous qui conduisez votre démocratie à des combats épiques comme les bouchers mènent le bétail à l'abattoir, vous qui croyez que la France peut vaincre avec un triple bandeau sur les yeux, avec un masque sur le visage, avec des chaînes aux pieds, avec une âme d'esclave, vous qui êtes ministres dans la République des camarades, incapables de punir la bêtise ! Vous, parlementaires qui n'avez de pires ennemis que vous-mêmes, en êtes-vous dignes ? »

Et pour finir, un souvenir historique :

« Vous riez, mais prenez garde à Babylone. On riait aussi derrière ses épaisses murailles, sans s'occuper des Perses... Mais Cyrus fit taire ces rires ! »

D'abord, nous avons été un peu humiliés, à l'Œuvre, de constater que la prose de M. Roux-Costadau était singulièrement plus criminelle que la nôtre, et nous nous sommes étonnés que la censure n'eût pas légitimement sévi contre notre confrère. Puis nous avons eu la curiosité de relire le Rappel du 11 mars. Nous y avons bien trouvé un article de M. Roux-Costadau demandant à M. Painlevé l'institution d'une fête funèbre pour commémorer le souvenir de ceux qui sont morts pour la patrie ; mais rien, dans ces lignes patriotiques et graves, ne ressemble à la diatribe véhiculée par le « sans fil » boche.

C'est égal, il y a des humoristes à l'agence Wolff...

### LA GUERRE AÉRIENNE

Un de nos groupes de bombardement, au cours d'un vol de nuit, a lancé 30 obus de fort calibre sur la gare de Conflans où cinq foyers d'incendie ont été constatés.

Malgré une violente canonnade, tous nos appareils sont rentrés indemnes.

Dans la journée du 13, notre aviation de corps d'armée et de combat a fait preuve, dans toute la région de Verdun, d'une activité remarquable.

Une escadrille, composée de six avions, a lancé cent trente obus sur la gare stratégique de Brioules, nord de Verdun.

De très nombreux combats ont été livrés, où nous avons gardé incontestablement l'avantage. Au cours de ces combats, trois avions allemands ont été abattus, dont un dans nos lignes et les deux autres dans les premières lignes allemandes. D'autres avions ont été vus en chute, mais leur destruction n'a pu être constatée.

### Les États-Unis et l'Allemagne

Le point de vue allemand

Amsterdam, 13 mars. — M. von Jagow envioie aux États-Unis, sous la forme d'interview, un long plaidoyer justificatif de l'attitude du gouvernement impérial. Celui-ci se défend de vouloir modifier le droit international ; il prétend que la question de l'armement des navires de commerce s'est trouvée ipso facto réglée par la disparition de la course et de la piraterie.

M. von Jagow déclare : « Le droit international n'est pas un droit écrit excepté quand il est formulé dans des traités ou dans des conventions. » Dans les autres cas, il réside dans les coutumes et les principes ; or, c'est un principe que la disparition des raisons qui justifient une règle entraînent la disparition de cette règle.

Cependant, au cours de son interview, M. von Jagow est obligé de reconnaître que des sous-marins ont tiré sans avertissement préalable sur des navires de commerce britanniques. Pour justifier ces agressions, qui assimilent les sous-marins aux corsaires, le secrétaire d'Etat déclare qu'il s'agit de représailles contre l'Angleterre, qui arrête les denrées alimentaires destinées à la population civile.

En terminant, M. von Jagow laisse entendre qu'il est inutile de négocier sur la question de l'armement défensif, car il ne peut y avoir d'armement purement défensif qui ne puisse être utilisé offensivement et le gouvernement allemand n'est pas disposé à abandonner ce point de vue.

### L'heure de l'apostolat ?

Cette attaque sur Verdun, nous dit-on, sera la dernière vraiment dangereuse. Si les Boches échouent, le sentiment de leur impuissance les démoralisera.

Mais on nous avait déjà dit ça après la Marne, après l'Yser, après notre offensive de Champagne restée sans riposte. Or ces mêmes soldats dont on nous transcrivait des lettres pitoyables et dégoûtées, les voici aussi fanatiques, aussi exaltés qu'aux premiers jours. Ils marchent comme des mécaniques, soit ! mais des mécaniques dont le ressort n'est pas cassé. Il s'en faut !

Cassera-t-il après Verdun ? Si ces gens étaient de sang-froid, oui. Mais le peuple allemand traverse une crise de délire religieux, exaspérée par quarante-quatre ans d'orgueil surchauffé, entretenue par l'assurance de balancer depuis deux ans les forces de toute l'Europe, enfiévrée d'ailleurs par le sentiment qu'il n'aurait aucune pitié à attendre de ses vainqueurs. Réfléchissez à ces trois états d'âme, et demandez-vous si un échec sur Verdun, mélangé de pertes sanglantes, est capable de les détruire. Evidemment non.

— Il faudra donc les massacrer jusqu'au dernier ?

— Oui, si vous attendez qu'ils se guérissent tout seuls !

Car de telles folies se contagionnent l'une l'autre. Mais l'accablement momentané qui suivra la déception très réelle de Verdun peut être l'aube d'un retour à la raison, si nous savons en profiter.

L'heure est venue — jusqu'ici, il était trop tôt — d'entreprendre l'évangélisation de ce peuple égaré par le culte de la force, de lui réapprendre l'humilité, la douceur, la paix du cœur, le respect des faibles.

Naturellement, les premiers missionnaires qui s'y hasarderont, sous un déguisement, risqueront les palmes du martyre. Mais quand nous trouvons des milliers de Français capables de mourir sur le front, comment n'en trouverions-nous pas quelques centaines pour braver la prison ou la fusillade dans un apostolat héroïque ?

Profitez de la minute qu'il faudra à leur kaiser, à leur Deutschland über alles et à leur militarisme pour se remettre de l'ébranlement de Verdun, et allez rouvrir les yeux de ces soixante-dix millions d'hallucinés ! Ohé ! les Français civils qui parlent allemand, vous m'entendez ? Voici le moment de vous montrer...

Maurice de Waleffe

## LA BATAILLE

### Les Communiqués

15 heures

Aucune action d'infanterie dans la région au nord de Verdun.

Le bombardement a continué au cours de la nuit sur BÉTHINCOURT et dans la région de DOUVAUMONT, ainsi qu'en WOËVRE, dans les secteurs de MOULINVILLE et de RONVAUX.

Notre artillerie s'est montrée très active sur tout le front.

Au BOIS LE PRÉTRE, une fraction de nos troupes a pénétré dans la tranchée adverse près de la CROIX-DES-CARMES sur un front de 200 mètres environ, a nettoyé les sapes et, après avoir causé quelques pertes à l'ennemi, est rentrée dans nos lignes avec une vingtaine de prisonniers.

Nuit calme sur le reste du front.

23 heures

Au NORD DE L'AINSE, notre artillerie a bouleversé en plusieurs points les organisations ennemies du PLATEAU DE VAUCLERC.

En CHAMPAGNE, tirs bien réglés de nos batteries lourdes sur les ouvrages allemands de MAISONS-DE-CHAMPAGNE et de la région à l'ouest de NAVARIN.

En ARGONNE, nous avons exécuté des tirs de destruction sur les abris, voies ferrées et organisations ennemies en ARGONNE ORIENTALE.

Au NORD DE VERDUN, le bombardement s'est accru à l'ouest de LA MEUSE, sur le MORT-HOMME et la région des BOIS BOURRUS. Nos batteries ont pris sous leur feu des rassemblements ennemis entre FORGES et le BOIS DES CORBEAUX. Sur la RIVE DROITE DE LA MEUSE et en WOËVRE, activité moyenne des deux artilleries. Pas d'action d'infanterie au cours de la journée.

En HAUTE-ALSACE, à l'est de SEPPOIS, les Allemands ont attaqué les tranchées que nous leur avions prises ces jours derniers dans la région d'ENTRE-LARGUES. Arrêtées par nos tirs de barrage et nos feux d'infanterie, les fractions ennemies sont rentrées dans leurs tranchées ayant subi des pertes sensibles.

### CE QUE SIGNIFIENT LEURS ATTAQUES PAR QUATRE

« Les assauts infructueux lancés hier contre nos tranchées, à l'ouest du Douvaumont ont été très meurtriers pour l'ennemi. Les Allemands ont attaqué par trois fois, en colonne par quatre. »

(Communiqué du 11 mars, 23 heures.) Je reviens encore aujourd'hui sur ce fait, tellement je le trouve symptomatique.

L'histoire est un perpétuel recommencement. Il ne peut donc nous déplaire de voir nos ennemis, pousser la fidélité aux méthodes napoléoniennes jusqu'à adopter, en ce moment, les procédés auxquels l'empereur eut recours au déclin de sa fortune.

Et, tout d'abord, en quoi consistent ces colonnes par quatre ?

Les règlements de tactique les plus récents, à peu près pareils dans toutes les armées européennes, n'admettent pas d'autre formation d'attaque que la ligne de tirailleurs.

Ces tirailleurs sont sur un rang, à un mètre environ les uns des autres. Deux conditions contradictoires ont fixé cet intervalle : la nécessité de garnir le front d'attaque du plus grand nombre de fusils possible, et celle de laisser au soldat l'espace indispensable pour tirer et se mouvoir à l'aise.

L'ordre dispersé — tel est le nom de cette formation — implique un dressage individuel parfait, une forte discipline, un moral élevé, des chefs de valeur. Ces facteurs viennent-ils à manquer, la formation perd tout son prix, et l'ordre se change en désordre. Le soldat échappe à ses chefs ; une cohésion plus étroite devient alors nécessaire pour le remettre en main.

Les Allemands en sont-ils là ? On est en droit de le croire, si de l'effet on remonte à la cause.

Les lignes de tirailleurs, quoique moins vulnérables que les colonnes, sous le feu de l'infanterie et de l'artillerie, subissent néanmoins des pertes. Il est nécessaire de les combler. Pour cela on les fait suivre par des réserves. Ces réserves sont soustraites, autant que possible, à la vue et aux coups de l'ennemi, ce qui permet de les conserver à rangs serrés.

On a imaginé, à cet effet, un piolement en petites colonnes, par compagnies ou sections, ayant un front de quatre mètres — correspondant à quatre hommes — et une profondeur variant de vingt à cinquante mètres ; de telle sorte que, derrière la chaîne de tirailleurs, s'avancent une série de petits paquets assez souples pour utiliser tous les cheminements abrités du terrain.

En tout cas, il n'a jamais été question de conduire les groupes ainsi formés jusque sur la ligne de feu. Dès qu'ils doivent la rejoindre, ils se déploient en chaîne comme celle-ci, et leur arrivée successive a été judicieusement comparée à la montée des vagues.

Déjà, sur l'Yser, nos ennemis ont eu recours aux formations épaisses ; mais il semble que l'épaisseur fut plutôt le résultat d'une densité plus forte donnée à la chaîne, et d'une succession plus rapide des vagues que la conséquence de l'emploi de colonnes d'attaque. Il faut en arriver aux derniers événements

pour voir celles-ci apparaître aussi nettement.

Et c'est en cela que nous retrouvons une analogie frappante avec l'histoire des guerres de l'Empire.

Aux premiers et aux plus beaux jours de sa carrière, Napoléon resta plus fidèle qu'on le croit généralement à la tactique des tirailleurs en bandes qu'avait inaugurée la Révolution. Toutefois, trouvant leurs lignes trop fragiles, il les étaya avec des forces que la faible portée des canons de l'époque lui permit de conserver massées.

Mais ces agglomérations ne furent jamais considérées par lui comme troupes de choc. C'étaient des réserves où il puisait les éléments nécessaires pour élargir la brèche faite par les troupes d'attaque et transformer en succès définitif la conquête d'un point de la ligne ennemie.

Ainsi, à la bataille d'Austerlitz, il constitua derrière le 4<sup>e</sup> corps une masse avec les grenadiers d'Oudinot, le 1<sup>er</sup> corps, la garde, et la réserve de cavalerie. Puis, quand le 4<sup>e</sup> corps eut gravi le plateau de Pratzen, ceux-ci y montèrent à leur tour.

Arrivés sur le sommet, ils se déployèrent également, et, faisant face à droite, ils prirent sous leur feu les Austro-Russes en retraite vers Sokolnitz et Telnitz.

C'est seulement plus tard, quand la qualité des troupes devint moindre, et quand l'ennemi, formé à notre école, s'affirma plus redoutable, que Napoléon et surtout ses lieutenants en arrivèrent à fondre les réserves, maintenues en colonnes, dans les lignes d'attaque, et même à les substituer tout simplement à ces lignes.

Tel fut le carré de Macdonald à Wagram, carré de 800 mètres de côté, dont chacun comprenait une division. Celui-ci, après s'être enfoncé comme un coin dans le centre autrichien, dut s'arrêter, entouré de feux, jusqu'au moment où de fortes réserves, conduites par l'empereur lui-même, vinrent le dégager.

Telle fut encore la monstrueuse colonne de Drouot d'Erlon à Waterloo qui, au bout de quelques pas, tourbillonna, car elle portait en elle-même les germes de sa désagrégation.

La folie du choc est, trop en rapport avec les aspirations de leur âme brutale pour nous étonner de sa réapparition dans la tactique de nos ennemis. Signe de la décadence militaire d'un César, n'est-elle pas également celui de l'affaiblissement de la puissance guerrière d'un autre ?

Je ne voudrais pas aller chercher plus loin dans les siècles passés les leçons de l'histoire.

Cependant... En me représentant les Brandebourgeois défilant à rangs pressés devant leur Kaiser, avant de monter à l'attaque du Douaumont, je n'ai pu m'empêcher de songer aux clameurs du légionnaire antique :

« Ave, Cæsar, morituri te salutant ! »

Général Verraux

## LA FRANCE NOUVELLE

ET

## LA RENAISSANCE RÉGIONALE

Au Collège libre des sciences sociales, sous la présidence de M. Charles-Brun, M. Jean Hennessy donnait hier soir une conférence sur la « représentation régionale et professionnelle ».

N'est-il pas prématuré de poser à cette heure pareille question ? Non, répond le conférencier, car il faut dès aujourd'hui prévoir et préparer l'après-guerre ; or, la meilleure préparation de la France nouvelle sera l'organisation de la vie provinciale.

Renaissance provinciale serait plus exact, et c'est à la décentralisation régionaliste que nous devons cette renaissance.

M. Jean Hennessy explique comment, avec le maître Vidal La Blache, il se représente la région. La commune et l'arrondissement y garderont leur place et leur valeur ; mais elle trouvera son expression, son principe et sa fin dans une assemblée régionale, dont les pouvoirs s'exerceront d'accord avec le pouvoir central, mais sans en dépendre.

Les domaines respectifs de l'Etat et de la Région ne sont-ils pas faciles à délimiter ? Armée, marine, diplomatie, finances, justice, tout cela regarde exclusivement l'Etat, et il en va de même pour l'enseignement, bien qu'en théorie ce soit plus discutable ; mais s'il s'agit d'organiser le crédit, de donner l'instruction professionnelle ou de perfectionner les lois sociales, c'est à l'assemblée régionale qu'incombera cette tâche.

En bref, le conférencier lui attribue tous les pouvoirs des conseils généraux, élargis et rendus à la fois plus effectifs, car les conseils généraux n'ont qu'une action éphémère et restreinte, pour trois raisons : la première, c'est qu'elle s'exerce sur un territoire limité et que le conseil se trouve impuissant à résoudre des problèmes qui trop souvent intéressent plusieurs départements ; — la seconde, c'est que le préfet est son seul agent d'exécution et que le préfet relève du pouvoir central ; — la troisième, c'est que le conseil général ne se réunit que deux fois par an et deux ou trois jours chaque fois. Il est trop évident que ces assemblées départementales ne répondent plus aux nécessités actuelles.

Comment seront donc composées les assemblées régionales que M. Jean Hennessy propose d'y substituer ?

C'est ici qu'est l'idée vraiment originale du député de la Charente : l'assemblée régionale ne sera tout ce qu'elle doit être, c'est-à-dire une représentation complète et fidèle des intérêts économiques de la région, que si cette représentation est professionnelle. Entendez que dans chaque région, les électeurs seront répartis suivant leurs professions en cinq ou six grandes catégories, et que chacune des catégories élira ses représentants spéciaux. Ça ne seront pas nécessairement des spécialistes, mais on peut être au moins assuré d'avance que ce ne seront pas simplement des avocats plus ou moins déserts, mais des hommes compétents, expérimentés, qui connaîtront bien les ressources et les besoins du pays.

Imaginez que ces assemblées régionales existent, et qu'on leur soumette aujourd'hui toutes les questions de vie chère, d'approvisionnement, de transport, etc., dont l'Etat s'embarrasse sans parvenir à les résoudre ; que de temps gagné, que d'économies réalisées, et combien serait allégé le faix des misères et des souffrances communes ! La savoureuse et suggestive conférence de M. Jean Hennessy n'a pas été seulement très goûtée et très applaudie ; elle a provoqué dans l'auditoire une discussion très intéressante, qui a montré une fois de plus combien cette campagne régionaliste répond aux aspirations de l'heure présente et passionne l'opinion.

## HORS D'ŒUVRE

### LE CHAR DES ORDURES MÉNAGÈRES

C'est le seul char qu'on ait vu défiler dans Paris cette année, le jour du mardi gras... Mais si pittoresque, si symbolique dans sa truculente horreur, qu'il a sa place réservée dans les cavalcades de l'avenir, lorsque la paix régnera de nouveau sur la terre.

Le char des ordures ménagères (je suppose qu'il n'y en a qu'un pour tout Paris) traverse le quartier d'Auteuil entre 3 et 5 heures de l'après-midi. Depuis la veille au soir, les poubelles garnies sont exposées sur le trottoir, de telle façon que les chiens du quartier peuvent y choisir à tête reposée, si j'ose dire, tout ce qui peut leur être agréable.

Le char des ordures ménagères est attelé d'un seul cheval qui est très vieux et qui fut blanc ; il n'a pas blanchi en vieillissant, au contraire.

Le char des ordures ménagères ne va pas vite ; s'il a jamais écaré quelqu'un, soyez certains que ce quelqu'un l'a fait exprès.

Le char des ordures ménagères est escorté de quatre hommes porteurs de fouets immenses. Ces fouets ne sont pas destinés au vieux cheval ; ils ont pour mission de faire comprendre aux chiens attablés devant les poubelles que le déjeuner est fini.

Lorsque les fouets ont accompli leur mission, les quatre hommes saisissent les boîtes à ordures exposées sur le trottoir, les balancent... une, deux, trois... hop !... et envoient le contenu sur le char.

Trois secondes plus tard, le contenu des poubelles retombe de l'autre côté du char, sur la chaussée.

Car le char des ordures ménagères est plein à déborder ; les débris amoncelés forment à son sommet une sorte de dôme magnifique. A chaque cahot, il répand ses trésors sur la voie publique. Après chaque station, les conducteurs du char des ordures ménagères s'éloignent gravement, lentement, sans tourner la tête, conscients d'avoir accompli leur tâche, persuadés que tout est propre derrière eux.

Pourtant, ils en ont apporté plus qu'ils n'en emportent.

Voilà pourquoi je disais que ce char est

un char symbolique. Et je vous laisse le soin de faire du symbole les applications nécessaires.

ZETTE.

### Depuis vingt-deux jours !

Depuis vingt-deux jours, la bataille de Verdun est engagée... Depuis vingt-deux jours, les familles des combattants sont sans nouvelles. Les lettres n'arrivent plus.

### Un comble

On lit dans divers journaux ce piquant fait-divers :

Clermont-Ferrand, 12 mars.

Depuis quelque temps on constatait à la gare de triage de Clermont une série de petits vols commis généralement la nuit dans les wagons plombés d'où l'on emlevait des bouteilles de liqueurs, des boîtes de conserves ou de sardines, des mandarines, des oranges, des bananes, etc.

Une surveillance plus active que d'habitude fut exercée et permit de découvrir l'un des cambrioleurs de wagons. C'est un prisonnier boche, Heinrich Much, âgé de 33 ans, soldat au 77<sup>e</sup> d'infanterie allemande, qui, avec une vingtaine de ses camarades tombés en notre pouvoir en Champagne, est occupé au déchargement des marchandises.

Ce n'est pas une nouvelle fumisterie du Lemice-Terrieux qui, depuis trop longtemps, mystifie les lecteurs de nos grands quotidiens.

Heinrich Much existe réellement et vient d'être effectivement incarcéré à la prison de Clermont. C'est un ancien garçon d'hôtel qui, avant la guerre, « travaillait » dans divers établissements français.

Est-ce en qualité d'ancien espion ou de polyglotte distingué (car il parle cinq langues à la perfection) qu'on a laissé la libre circulation à ce captif boche dans la gare de Clermont et dans les wagons plombés remplis de comestibles ?

Heinrich Much a eu la discrétion de se contenter de modestes boîtes de conserves et de simples bouteilles de liqueurs... Grâce à la liberté diurne et nocturne dont il jouissait, il aurait pu accomplir de plus retentissants exploits.

Supposez qu'au lieu d'une série de petits vols, une série de beaux déraillements ait eu lieu en gare de Clermont...

## Un roman picaresque

# Nouveaux exploits de Garfouinkel

On nous annonce que l'affaire Lombard, Garfouinkel et C<sup>o</sup> viendra bientôt devant le 3<sup>e</sup> conseil de guerre et qu'une quinzaine d'audiences seront nécessaires pour juger les quarante-cinq individus qui sont définitivement inculpés. Ainsi le complément d'instruction nécessaire par l'inculpation puis l'arrestation de Garfouinkel est définitivement clos et le faux docteur Georges aura simplement à répondre des délits de complicité dans l'affaire des réformes scandaleuses et d'escroquerie envers l'inventeur qu'il devait « commander ». Etonnons-nous, pendant qu'il en est temps encore, du peu de curiosité manifestée par la justice à l'égard de ce malfaiteur protégé.

Afin de tirer, à défaut d'une moralité bienfaisante, un enseignement utile du scandale Garfouinkel qui s'est greffé sur le scandale Lombard, il eût été indispensable de convier adroitement, ou énergiquement, cet agent semi-officiel à se mettre franchement à table, comme l'on dit à la préfecture de police. Et s'il avait parlé, ses révélations auraient révélé bien des fautes commises par ceux qui ont assumé la charge de veiller sur les citoyens et de remplir le rôle, si délicat, de les juger. Aussi a-t-on préféré sans doute l'inviter à se taire.

Si Garfouinkel avait voulu se venger de ceux qui l'ont méconnu dans le malheur, en cessant de protéger sa fuite, il aurait pu atteindre un nombre assez important de politiciens, plus ou moins marquants, tout en laissant de côté les centaines de personnes qui fréquentaient ses salons du 121, boulevard Sébastopol. Cet aventurier n'a point de rancune, bien qu'il ait dû cesser ses exploits — dont une grande partie est encore inconnue — après avoir été « lâché » au mois d'octobre dernier par un ingrat manitou de la Tour-Pointue...

Continuons donc à conter quelques anecdotes inédites qui prouvent la puissance de Garfouinkel. On verra que les affaires « travaillées » par ce maître dans l'art de faire le mal, capable des besognes les plus malpropres, sont aussi nombreuses que variées.

Garfouinkel s'occupait pour le compte d'un de ses bons amis de la recherche des nihilistes russes. Il provoquait leur arrestation, amenait leur incarcération et assurait leur libération quand il avait obtenu d'eux ce dont il avait besoin. Il opérait de même auprès de tous les individus, hommes ou femmes, arrêtés comme coupables, qu'on relâchait d'autant plus vite qu'ils s'étaient montrés plus conciliants.

Garfouinkel s'intéressait également à la réhabilitation des faillis comme à la réhabilitation des condamnés de droit commun.

Garfouinkel disposait d'un certain nombre de rubans de toutes couleurs. Il tenait comptoir de palmes académiques, de médailles de mutualité ou d'encouragement au bien, à partir de dix jusqu'à cent louis.

allant de dix mille à quarante mille francs, selon le degré d'amitié. Il est juste d'ajouter que ces décorations étaient parfois obtenues en échange de cadeaux ou de services rendus.

Garfouinkel s'entretenait pour pro-

curer des places dans les administrations de la Ville et de l'Etat en se servant de ses relations au ministère de l'Intérieur et au ministère de la Justice qui lui permettaient, se vantant-il, de faire accepter n'importe qui comme directeur.

Garfouinkel ne dédaignait pas toute propagande rémunératrice pour des valeurs diverses en vue de faire monter les cours en Bourse, notamment pour une mine africaine qui parvenait à être cotée 900 francs fin 1913 pour retomber à 700, au début de 1914.

Garfouinkel, dans les derniers jours du mois d'août 1914, avait trouvé un nouveau moyen de gagner de l'argent. Et cette trouvaille pour faire entrer des billets de mille dans son portefeuille était, on peut dire, d'une brûlante actualité. Il s'agissait, en effet, de rechercher les froussards qui voulaient à tout prix quitter Paris au moment de l'approche des Allemands, et de leur faciliter la fuite grâce à la complaisante complicité de quelques amis aussi dévoués que bien placés pour rendre ce petit service. Le recrutement de cette nouvelle catégorie de clients lui était très facile, car il se trouvait partout la panique et une peur d'autant plus grande qu'il affirmait tenir ses renseignements de source officielle. Le pigeon ainsi bien préparé était vivement embarqué dans une auto, et en route pour la gare de salut ! Là on faisait passer le fuyard par un bureau spécial avant de l'embarquer précipitamment dans le meilleur wagon... moyennant le versement de la forte somme. Il en coûtait depuis cent francs par tête jusqu'à cinq cents francs, selon le degré de frousse.

Garfouinkel eut une vie militaire aussi courte qu'irrégulière. Affecté à la 22<sup>e</sup> section des C. O. A., il avait revêtu un costume superbe chamarré de décorations. Il conduisait, dans son auto, le capitaine A... et trouvait encore moyen de se rendre, en dehors de son service, librement sur le front. Sa situation n'étant pas très régulière à la section et ses fréquentes absences ayant été remarquées, l'important chef de file du capitaine fut mis dans l'obligation de coucher à la caserne. Cette punition provoqua l'intervention des plus hauts protecteurs du faux docteur Georges et eurent raison des règlements et de la discipline militaires, en ce sens qu'ils firent envoyer à l'Hôtel des Postes un tri des colis postaux destinés aux soldats. Le « surmenage » rendit Garfouinkel malade, au point qu'il quitta l'armée muni d'une réforme probablement temporaire qu'il n'eut pas le temps de faire renouveler ou transformer en réforme définitive, ce qui, on en conviendra, n'aurait pas été bien difficile au principal collaborateur du docteur Lombard.

Et ce ne sont là qu'une partie des « états de services » de Garfouinkel.

## CORRESPONDANCE

Monsieur le Directeur,

Mon fils, M. Robert Schreiber, étant mobilisé, se trouve dans l'impossibilité légale de répondre à la note qui vous a été communiquée et que vous avez publiée, certainement de bonne foi, à l'occasion de son mariage avec Mlle Crémieux. J'ai l'honneur de vous demander de me permettre de répondre à sa place, ne faisant appel pour cela qu'à votre indépendance, que chacun apprécie, et à votre loyauté, que tout le monde connaît.

Le journal les Echos de l'Exportation, dont mon fils est directeur, a été fondé, sous forme de société anonyme, en 1909, soit cinq ans avant la guerre. Parmi les souscripteurs d'actions, il y avait quatre de nationalité allemande. Cela n'avait rien d'extraordinaire, à cette époque, et nombreuses sont les sociétés anonymes importantes dans lesquelles on compte de nombreux étrangers parmi les souscripteurs.

Après quelque temps de fonctionnement, mon fils, en 1911, racheta toutes les actions, fit dissoudre la société anonyme et créa une société en nom collectif, pour l'exploitation des Echos de l'Exportation, société exclusivement et purement française, écartant complètement l'élément étranger avec lequel il ne pouvait s'entendre.

La note qu'on vous a communiquée affirma que feu mon mari, M. Joseph Schreiber, avait été directeur des postes à Berlin. C'est une pure calomnie. Mon mari n'a jamais, à aucun moment, je l'affirme sans crainte d'être démenti, occupé aucun emploi, aucune fonction, dans aucune administration quelle qu'elle soit, en France ou à l'étranger. Il a très correctement exercé toute sa vie le métier plus modeste de commissionnaire d'exportation pour l'Amérique du Sud. Il habitait la France depuis 1874, il s'y est fait naturaliser ; il est mort, voilà quinze ans en son domicile, à Paris 3, Cité d'Hauteville.

Il fut toujours un bon Français et permettez-moi d'ajouter : un bon républicain, car, durant plusieurs années (1894-1900), il fit partie, dans le dixième arrondissement, du comité d'Henri Brisson, dont il fut un ami personnel.

Il est mort en 1902, me laissant trois fils que j'ai élevés de mon mieux et dont je suis fier.

Tous trois sont nés à Paris, ils y ont fait leurs études au collège Rollin et, quand l'âge est arrivé, ils ont fait leur service militaire au 72<sup>e</sup> et au 51<sup>e</sup> d'infanterie à Amiens et Beauvais. Cela étant, ils n'ont jamais connu d'autre patrie que la France.

Quand les Allemands nous ont assaillis, ils sont partis tous trois, me laissant seuls auprès du foyer momentanément éteint ; mon cœur s'est serré, mais ils n'ont pas vu mes larmes, j'ai supporté l'épreuve avec le courage d'une véritable femme de France.

Ils sont tous trois au front depuis le lendemain de la mobilisation : l'un est à Arras, l'autre est en Champagne, le plus jeune à Verdun, ils y font leur devoir de bons Français.

Puisse-t-ils revenir victorieux !

Veillez, etc.

Neuve JOSEPH SCHREIBER.

## CENSURE THEATRALE



Un juge, l'an passé, me prit à son service  
Il m'avait fait venir d'

pour être

(RACINE, Les Plaideurs)

— Amiens est dans la zone des armées ! Suisse est neutre.

# "L'Œuvre" Économique

## L'offensive économique allemande

L'Allemagne n'a plus confiance que la guerre des champs de bataille lui apporte la victoire d'abord escomptée ; elle lutte avec violence encore, mais l'accent de ses journaux n'est plus, comme au début, celui du triomphe qui noierait le souvenir de toutes les brutalités, de tous les mensonges. Les hommes d'argent, armateurs, industriels et banquiers, qui sont les vrais maîtres du kaiser et de l'Empire, doutent que l'armée suffise désormais à conquérir le monde pour les faire mieux vivre ; et l'on devine, dans leurs conversations, ce leitmotiv sournois et grossier : « Sauvons la caisse ! »

L'offensive militaire, qui ne put être poussée jusqu'à la décision naguère, ni sur la Marne, ni dans les Flandres, ni dans la Pologne, ni dans les Balkans, vient d'être reprise sur le front français ; elle se heurte devant Verdun à notre admirable résistance. Demain, probablement, elle sera doublée d'une offensive navale, surtout si le kronprinz échoue définitivement sur notre front du nord-est. La Gazette de Voss reconnaît, ces jours derniers, que l'issue n'est incertaine...

Une autre offensive, de caractère diplomatique, est menée par le comte Bernstorff aux Etats-Unis ; elle vise, au prix d'une intrusion dans la politique domestique américaine, à faciliter la destruction des flottes de commerce alliées par les sous-marins. Si la motion Gore avait été votée par le Sénat de Washington, les citoyens des Etats-Unis eussent été officiellement prévenus de ne point prendre passage sur des bâtiments marchands armés pour leur défense ; le gouvernement se fût dépouillé du droit de réclamer, si des imprudents, négligeant cet avis, périsaient à bord de bateaux torpillés. Mais, devant l'attitude très nette du président Wilson, le Sénat américain a repoussé la motion Gore : encore un échec pour l'offensive allemande.

Sur le terrain économique, nos adversaires sont plus forts, parce que leur offensive est dirigée contre leurs propres alliés. L'Allemagne a rêvé d'abord d'étendre son hégémonie, par une guerre qu'elle espérait brève, sur la France, puis sur la Russie, enfin sur l'Empire britannique, autant dire sur tout l'ancien continent ; elle poursuivait en même temps une politique économique très active dans les pays musulmans, dans l'ensemble de l'Afrique, dans le monde jaune, dans l'Amérique du Sud. Aux Etats-Unis, ses ambitions, légèrement transposées, étaient servies par les Germains-Américains qui n'avaient pas perdu l'espoir de se subordonner le gouvernement même de la grande République. Aujourd'hui, du fait seul que la lutte dure, la domination universelle allemande immédiate n'est plus qu'une chimère.

Mais une autre hégémonie ne paraît pas encore impossible : c'est celle qui réduira en vassalité les associés du kaiser ; affermir l'emprise germanique dans l'Empire ottoman, l'enraciner en Bulgarie, l'imposer à l'Autriche-Hongrie, tel est le programme d'attente ; on reprendra l'autre plus tard. En Turquie, Enver est le souverain du moment ; il a lié sa fortune à celle de l'empereur Guillaume, dont il demeure à Constantinople ce

qu'il fut naguère à Berlin, un attaché militaire. Ferdinand de Bulgarie est, lui aussi, étroitement lié par l'amitié impériale. Mais Enver ni Ferdinand ne sont peut-être très solides ; puis leur asservissement définitif dépendra des événements généraux de la guerre ; il ne constitue pas une besogne de première urgence ; « l'Institut pour le développement des relations économiques avec la Bulgarie » n'a été inauguré à Berlin que le 18 février dernier.

Voilà plusieurs mois, au contraire, que l'Allemagne pousse son offensive en Autriche-Hongrie. Dès avant la guerre, elle s'est assurée des collaborateurs dans la place même : la bureaucratie vieillotte et paresseuse qui est proprement autrichienne ne saurait, de l'avis de certains de ses disciples plus dégagés de parti pris, être régénérée autrement que par une inoculation de méthodes et peut-être de personnel d'Allemagne ; l'agriculture hongroise attend, d'un rapprochement plus étroit avec l'Empire allemand, l'extension de marchés d'achat pour ses principaux produits ; quant à l'industrie autrichienne, d'habiles entremetteurs lui représentent qu'une alliance intime avec les capitaux allemands, une distribution équitable de la fabrication entre les diverses usines, la renforceront sans qu'elle ait à craindre une concurrence ruineuse. Allemagne et Autriche formeraient ainsi le bloc économique de l'Europe centrale et c'est là, en résumé, la thèse du livre capital de Neumann, *Mittel Europa*.

Ce projet se heurte à des difficultés considérables ; il est encore en Autriche, sans parler des sujets aujourd'hui slaves de François-Joseph, des Autrichiens de race allemande, qui n'ont pas abdicqué toute idée d'indépendance nationale. Supposons cependant le problème résolu, dans le sens que désirent les capitaines d'affaires de l'Allemagne : l'Autriche, apaisée par des concessions politiques en Pologne, n'est plus, en matière économique, qu'un « brillant second ». Quelle que soit la formule du régime intérieur adopté, qu'il y ait ou non des douanes particulières entre l'Empire allemand et l'Autriche-Hongrie, l'union des deux Etats est réalisée contre l'étranger ; tous deux se fermeront, plus ou moins hermétiquement, à la pénétration des produits de l'extérieur et dirigeront de concert des invasions économiques contre les tiers ; de plus, ils s'érigeront en zone-barrière sur le trajet des relations entre l'Occident et l'Orient de l'Europe, donc en obstacle aux libres communications entre les associés actuels de la Quadruple-Entente.

Sans souci de nous montrer plus autrichiens que l'empereur d'Autriche, il est indispensable que contre cette offensive économique des Allemands une défensive s'organise de notre part. Une coalition compacte de 120 millions d'individus (nous conservons provisoirement les chiffres des populations d'aujourd'hui) gouvernés de Berlin, même si Vienne et Budapest demeurent des capitales régionales, serait une force redoutable ; ne nous résignons pas prématurément à la voir surgir tout armée. Donc, que les Alliés, sans tarder, se préparent chacun chez soi ; qu'ils abordent entre eux l'étude des relations économiques internationales.

Leur accord peut briser l'agression allemande, sur ce terrain comme sur les autres. Tout d'abord, ils doivent proclamer officiellement, solennellement, leur solidarité économique, expression nouvelle de la solidarité diplo-

matique et militaire qu'a consacrée le pacte de Londres ; rien ne sera plus réconfortant pour eux-mêmes, plus suggestif pour les neutres, et peut-être pour certains des ennemis. Qu'ils discutent, ensuite et le plus tôt possible, sur les moyens pratiques d'affirmer cette solidarité. Sans désespérer, que chacun mette au point les armes qui lui sont propres.

Le moment nous paraît venu de saisir l'opinion de ces questions, aussi complexes qu'essentielles pour les proches lendemains ; nous essaierons ici de lui présenter quelques documents.

Henri Lorin, professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux.

## La mariée n'est jamais trop belle

A en juger par les échos qui me reviennent aux oreilles, mon article du 18 février sur le Nerf de la Guerre aurait fait quelque bruit dans Landerneau. Il fallait s'y attendre, la question soulevée étant, de toutes les questions à l'ordre du jour, l'une des plus palpitantes.

« Des canons ! des munitions ! » ne cessent de clamer, avec une louable insistance, tous ceux qui ont autorisé pour avertir et conseiller les pouvoirs publics.

Devenus justement populaires, ces cris d'alarme sont, aujourd'hui dans toutes les bouches, et ils ont déjà fait leur effet.

Mais il est un autre cri qui les domine parce qu'il les intègre tous : « De l'argent ! Encore de l'argent ! Toujours de l'argent ! »

L'argent n'est-il pas le commun dénominateur de toutes les valeurs matérielles, de toutes les exigences militaires, de toutes les énergies, en un mot, des individus et des nations ? Il ne fait pas le bonheur, c'est entendu. Mais il fait la puissance.

Voilà pourquoi l'apparition d'un moyen inédit de mettre à la disposition de la défense nationale des ressources illimitées sans appauvrir — tant s'en faut ! — personne, et de faire affluer les capitaux, sans les immobiliser, dans les caisses du Trésor, mérite d'être accueillie avec faveur.

Tel est précisément le cas du système dont les lecteurs de l'Œuvre ont eu la primeur.

Peut-être, pour que nul n'en ignore, ne sera-t-il pas inutile de rappeler une fois de plus en quoi consiste essentiellement la combinaison. Certains de nos correspondants ne semblent pas, en effet, l'avoir suffisamment comprise, sans doute parce que la mariée leur a paru trop belle.

L'Etat émet un emprunt de 30 milliards à 3 pour 100. Si nous disons 30 milliards, c'est parce que ce chiffre est le double du chiffre nominallement atteint par le dernier emprunt, et aussi pour la commodité du calcul. Mais rien ne s'oppose à ce qu'il puisse être, suivant les circonstances, réduit ou accru.

Donc l'Etat émet 30 milliards de titres de rente à 3 0/0. Si l'emprunt est couvert — et nous nous réservons de montrer comme quoi il ne peut pas ne pas l'être

— l'Etat va recueillir 30 milliards en numéraire, de quoi faire face à toutes les éventualités. Mais ces 30 milliards n'en resteront pas moins dans la circulation, entre les mains du public, puisque les titres remis en échange auront la valeur, le cours, la capacité libératoire de l'or ou des billets de banque dont ils ne différeront que par cette particularité — plutôt avantageuse — qu'ils seront productifs d'intérêt. Tout un chacun pourra payer sous cette forme son boucher, son boulanger, son propriétaire (après la levée du moratorium), ses domestiques, employés, ouvriers, etc., acheter une automobile ou des souliers, effectuer, en un mot, toutes les transactions qui s'opèrent argent comptant. Il pourra même, s'il le préfère, enfermer ses titres dans un tiroir, avec cette consolante arrière-pensée que, s'il immobilise ainsi une valeur de 1.000 francs, il la retrouvera, au bout de l'année, majorée de 30 francs sans qu'il ait eu besoin de remuer un doigt.

Entre temps, ladite valeur, apte à faire ainsi des petits tout seule, lui aura donné cinquante-deux chances de devenir millionnaire, puisqu'elle lui aura permis de participer à cinquante-deux tirages — tous les dimanches ! — comportant, entre autres lots, un lot d'un million. Et cette loterie n'aura rien coûté à l'Etat, puisque, du fait de n'avoir plus à payer (à 3 0/0) que 900 millions d'intérêts à ses créanciers, au lieu de 1.500 millions (à 5 0/0), il aura réalisé de ce chef 600 millions d'économies, dont un quart seulement (150 millions) suffira à alimenter les 52 tirages hebdomadaires.

Le reste (450 millions) pourra servir soit à racheter progressivement la dette flottante, soit à encourager de grands travaux publics ou de grandes entreprises industrielles.

« Ça ne s'est jamais fait », me direz-vous. — Parbleu ! Mais la victoire de la Marne non plus...

Quoi qu'il en soit, le projet a d'avance pour lui tous les patriotes qui veulent sauver le pays ; tous les clairvoyants qui savent que l'argent est l'outil par excellence de la victoire, ou que hante le spectre de la banqueroute ; tous les commerçants et les industriels qui ne demanderaient pas mieux que d'apporter leur concours pécuniaire à l'Etat, mais qui ne peuvent pas se démunir de leur indispensable fonds de roulement ; tous les braves gens, enfin, qui rêvent de voir la fortune leur tomber du ciel en dormant.

Tout cela, m'est avis, doit faire énormément de monde, assez de monde, en tout cas, pour déchaîner un mouvement irrésistible. Il ne restera donc plus à convaincre que quelques personnalités, plus ou moins qualifiées, mais asservies à ce que Bacon appelait les « idoles de la tribu ». Mais lorsque nous aurons souligné les conséquences immédiates et lointaines de cette révolution financière, passée en revue les voies et moyens, fait justice des objections probables, force sera bien aux plus réfractaires de baisser pavillon.

Emile Gautier

N.B. — Rendons à César... L'idée n'est pas de moi, comme d'aucuns m'ont fait l'honneur de le supposer. Elle est de mon vieil ami J. Pellissier, le plus modeste des hommes, qui non seulement ne demande rien, mais n'en est même pas plus fier qu'un ça.

## COLIS POSTAUX POUR PRISONNIERS

Les petits paquets postaux adressés de France aux prisonniers de guerre en Allemagne n'étaient, jusqu'à ce jour, acceptés que jusqu'au poids de 350 grammes. A l'avenir, d'accord avec la Suisse, l'administration des postes les admettra jusqu'au poids maximum d'un kilogramme.

## L'Œuvre militaire Les promotions de colonels

Un décret récent a autorisé la promotion au grade de général de brigade des colonels appartenant aux réserves. On a voulu permettre ainsi au commandement de promouvoir des officiers supérieurs qui, bien que n'appartenant pas ou n'appartenant plus à l'armée active, ont rendu depuis le commencement de la guerre les plus grands services et qui ont donné à leurs hommes de beaux exemples de bravoure et de valeur militaire. Cette disposition nouvelle n'a que des avantages ; elle ne comporte aucun inconvénient, les nouveaux généraux qui en bénéficieront ne prenant la place de personne, d'aucun de leurs camarades de l'active, puisqu'ils sont nommés au titre des réserves. Donc, éloges à ce décret, sans restriction. Est-il permis, cependant, de demander qu'il soit légèrement complété ?

En dehors des officiers combattants, il y a les officiers des services ; ceux-là aussi ont droit à la bienveillance du commandement ; si la nature de leurs fonctions les expose moins que les colonels, ils coopèrent cependant de toutes leurs forces à l'œuvre commune ; c'est grâce à eux, à leur activité, à leur dévouement que l'armée vit, qu'elle se ravitaile, qu'elle reçoit tous les soins médicaux nécessaires. Des hommages publics et mérités ont été rendus, à la tribune, à l'intendance et au corps médical.

Puisque l'attribution des étoiles aux officiers à cinq galons des services ne porte ni ombrage ni préjudice aux colonels, puisque l'avancement des uns et des autres est totalement distinct, quel inconvénient y aurait-il à donner les étoiles aux officiers des services qui les méritent ?

Mortimer-Mégret

## RÉPONSES

Un gendarme auxiliaire. — Du moment qu'ils ne sont ni officiers ni sous-officiers à solde mensuelle, ils ont droit au cumul.

D. J. M. — Non, aucune prime.

P. S. 1915. — 1° Oui. 2° Oui, si c'est stipulé dans le contrat d'engagement. 3° Demande d'engagement adressée au recrutement.

Mme Bernhard. — L'intéressé peut adresser une réclamation à son colonel par la voie hiérarchique.

E. R. cl. 1905 Berck. — Votre situation est définitive.

Genin. — Nous allons transmettre cette requête.

R. A. T. 4490. — Sous-secrétariat des munitions, par la voie hiérarchique.

C. M. D. — Direction de l'aéronautique, ministère de la guerre.

L.P.V. — 1° Oui. Il devrait être libéré aussitôt. 2° Il devrait être libéré maintenant si, dans sa région, sa classe et sa spécialité ne sont pas appelées. 3° Réponse écrite du ministre le 4 novembre 1915.

Sohet. — En effet, les permissionnaires ne peuvent y aller. C'est le règlement. (Circulaire du 23 octobre 1915.)

Quemener. — 1° Rien de fixé actuellement. 2° Pendant les hostilités, ce n'est pas possible.

B. M. — Le projet est déposé, mais la loi n'est pas encore votée.

M. Faure. — Il faut que vous mettiez l'adresse complète et exacte et que vous adressiez à la direction des postes, à Berne, service des prisonniers de guerre (affranchie).

FEUILLETON DE L'ŒUVRE du mardi 14 mars 1916

## Les Mystères de Cornville

ou L'ESPION MALGRÉ LUI

Roman inédit

PAR

JEAN DRAULT

Résumé des 8 premiers feuillets :

M. Perrussel, négociant retiré des affaires, marié, père de deux fils au front et de deux filles, s'est épris, à 55 ans, d'une jeune modiste blonde de 27 ans, Hélène, installée rue Daunou et chez qui Mme et Mites Perrussel se journissent. M. Perrussel a rompu cette liaison, d'ailleurs platonique, en s'apercevant qu'Hélène recevait chaque mardi soir, à son domicile particulier, rue Daubigny, un Boche nommé Burgenslaub, établi marchand de cravates rue de la Paix, 10 ter. Il s'est renseigné sur lui : c'est un suspect, sinon un espion avéré.

Mais la guerre a affolé Hélène. Elle s'est trouvée seule, inquiète, au milieu du grand drame. Elle a écrit à M. Perrussel pour le supplier de venir la voir. Elle lui donne rendez-vous le mardi soir, 11 août. M. Perrussel a accepté. Il a raconté toute son aventure à son ami Mariette dans une longue lettre dont la fin est publiée aujourd'hui.

## III LES FENÊTRES QUI PARLENT

« Je m'absentais quinze jours : c'est à cette rupture que tu dois de m'avoir possédé huit jours à Blois, après m'avoir réclamé vainement pendant un an. Puis, ce fut la guerre, et je reçus un jour, au cercle, l'appel inattendu et désespéré d'une femme surprise, affolée par ce cataclysme sans précédent et qui, isolée, a besoin d'un conseil, d'un appui. Dans la lettre d'Hélène il y a comme le cri d'un enfant qui a peur la nuit. J'irai demain. Note que demain 11 août, c'est un mardi ! Elle me réclame chez elle juste le jour qui, en général, causait mon désespoir. Ce jour, voilà que maintenant elle me le donne ! C'est le mien : je bats déjà l'Allemagne moi !... »

« Il n'y a qu'une femme, avoue-le, pour avoir de ces délicates attentions. Le choix de ce jour, c'est presque une promesse ! C'est une manière d'effacer le passé. Tu diras que je vois beaucoup de choses dans ce jour prometteur. Ne me blâme pas ! Je suis heureux. Ma première aventure, ainsi tournée mieux que je ne l'avais espérée. J'ai une joie de collègue. Et j'ai 55 ans ! »

« Pourquoi t'ai-je fait cette longue confidence, mon vieux ? Par besoin de dégonfler mon âme de son trop plein de bonheur ! Que faire en attendant demain, sinon de parler d'elle ? Et puis, je crois que je t'écris aussi pour que tu sois au courant et que, si ma femme se doutait de quelque chose, tu puisses me tirer d'affaire. Il se peut que j'aie besoin de m'absenter, de conduire Hélène quelque part. On ne sait comment ça

va tourner. Tu m'écrirais, en ce cas, pour me dire que tu as besoin de moi à Blois... Merci d'avance, mon vieux. Déchire cette toute petite lettre. Bonne poignée de main.

« Ton vieux, »

« PERRUSSEL. »

M. Perrussel alla jeter sa missive à la poste. Il revint se coucher comme dix heures sonnaient. Tout en se déshabillant, il pensait :

« Demain, à cette heure, que se sera-t-il passé ? Quel inconnu ! Un inconnu délicieux, certes ! Mais un inconnu. On sait quand une femme entre dans votre vie ; on ne sait pas quand elle en sort ! Bah ! c'est l'aventure ! Et de quoi te plains-tu, animal ? Tu viens de répéter à ton ami Mariette que tu étais né pour les aventures... Eh bien ! il t'en arrive une sur le tard ; et la rate plus, au moins ! »

Il se coucha, guilleret, en somme !

## PREMIÈRE PARTIE

### LES SECRETS DU DEUXIEME BUREAU

OU L'ON VOIT APPARAÎTRE MONSIEUR BOUILLON, FEUILLETONISTE

Rue de l'Université, dans un vieux bâtiment du ministère de la Guerre, certaine porte cochère demeure toujours fermée. Je ne la décrirai ni ne la situerai d'une façon précise. Les espions boches lisent l'Œuvre, feuilleton compris, car ce ne sont pas toujours des imbéciles. Et puis la censure militaire est là. Un portillon, dans un des battants de la grosse porte, s'ouvre quand on y sonne deux

fois. Il demeure infranchissable si l'on n'y sonne qu'une fois.

Quand le portillon s'est ouvert, on se trouve dans un large couloir voûté, sans issue, assez obscur.

A un guichet vitré pratiqué dans le mur de gauche, apparaît une figure de comédienne réjouie, un peu barbe, à lunettes, occupée souvent à confectionner un miroton dont le fumet se répand jusque sous la voûte.

Le mardi 11 août 1914, vers dix heures du matin, cette digne femme fut sur le point d'appeler un planton. Il s'agissait, pour elle, d'expulser un individu qui prétendait pénétrer chez un commandant du deuxième bureau par la seule magie de son nom qu'il prétendait célèbre et même illustre.

Cet homme tenace stationnait devant le guichet et ne voulait montrer aucune carte.

Il avait dans les quarante-sept ans. Sa figure était osseuse. Son nez, anguleux, long, en bec d'aigle, abritait une moustache noire, en croc, striée de quelques fils blancs. Une impériale allongée encore sa figure maigre. Sur ses cheveux poivre et sel, abondants, rejetés en arrière, une feutre à larges bords était campé, un peu de travers.

Une pluie d'orage était tombée le matin, l'homme s'enveloppait d'une longue pélerine de caoutchouc encore mouillée. Mais ce vêtement ne dérangeait point, par son modernisme, l'aspect romantique que le visiteur cherchait si visiblement à se donner. Le pan droit du manteau de caoutchouc avait été renvoyé sur l'épaule gauche. On cherchait involontairement le bout de l'épée qui aurait dû battre les mollets de ce matamore, d'ailleurs courtis, à l'œil gris, vif et perçant,

au parler persuasif et plein d'intonations séductrices.

— Bouillon ! Je suis M. Bouillon, feuilletoniste, expliquait-il à la concierge, du même ton qu'il devait employer pour caser dans un grand quotidien les *Mystères de Tombouctou* ou les *Milliards du cul-de-jatte de Saint-Sulpice*.

— Vous êtes Bouillon ! C'est entendu ! disait la concierge. Mais ça n'est pas parce qu'on s'appelle Bouillon qu'on peut être reçu comme ça, tout de go, par « mossieu » le commandant Fontan !...

— Mais il me connaît de nom !...

— J'en sais rien !... Et puis, c'est pas une raison !... Hier, j'ai refusé le passage à une « dussèche » qui venait proposer des fusils... C'est vrai qu'a s'trompait de « colidor ».

— Une duchesse ?... Ici ?... Ça m'étonne... Duchesse de qui, de quoi ?...

— Celle-là était de la Scala... j'en sais pas plus... Repassez un autre jour, mon bon ami... Et munissez-vous de pièces... J'suis sûr que l'commandant, X vous connaît pas !

— Mais tout le monde me connaît !... clama le visiteur avec indignation ! Bouillon !... Voyons !... Ça n'est pas un nom boche, ça ! Et puis, est-ce que j'ai une tête d'espion ?

Sortant de sa poche un numéro du grand journal de grande information du plus grand format, l'*Etoile Matinale*, il le déplia, montra du doigt le feuilleton qui emplissait le bas de la deuxième page, et répéta :

— Bouillon !

(La suite à demain.)

# DERNIÈRES NOUVELLES

## Les idées qui passent...

### LA VIE EN ALLEMAGNE

#### La crise de la viande

La *Deutsche Tages Zeitung* donne les chiffres suivants qui méritent tous les commentaires : la viande de porc a été consommée à Berlin :

Mois	boeufs	vaches	veaux	porcs
Octobre 1915	13.286	22.578	14.455	80.376
Novembre 1915	7.452	25.277	12.313	55.237
Décembre 1915	6.269	30.991	15.561	53.310
Janvier 1916	5.381	27.125	12.367	40.399
Février 1916	5.074	17.988	10.512	21.116

Les *Nouvelles Economiques* attribuent à la néfaste politique des prix maxima cette énorme diminution d'approvisionnement.

Le *Berliner Tageblatt* apprend que la carte de viande sera introduite en même temps en Bavière, en Wurtemberg et dans le grand-duché de Bade. Il est d'ailleurs probable qu'on sera amené à bref délai à l'introduire dans tout l'Empire allemand.

#### Plus de gâteaux

Le général commandant la région des Marches du Brandebourg, vient de prendre l'arrêté suivant :

« 1° Il est interdit à ceux qui fabriquent et mettent en vente du pain de fabriquer des gâteaux à partir du 13 mars et d'en vendre à partir du 15.

« 2° Il est interdit, à partir du 13 mars, de fabriquer des gâteaux dans lesquels entre de la farine de froment et de seigle ou de la féculé de pommes de terre, et d'en vendre à partir du 15 mars.

« 3° L'article 2 ne s'applique pas aux cakes.

« 4° Les contraventions à la présente ordonnance seront punies d'une amende allant jusqu'à 1.500 marks ou d'une peine de prison allant jusqu'à 6 mois. »

#### Peu de pommes de terre

Le premier bourgmestre de Berlin, M. Wermuth, a convoqué le 11 mars un certain nombre de représentants de la presse pour leur faire connaître que les conseils municipaux de Berlin et des faubourgs avaient décidé l'introduction d'une carte de pommes de terre, à côté de la carte de beurre et de la carte de pain. Il leur a expliqué que cette carte était rendue nécessaire par la faiblesse des importations qui se montaient à peine au tiers des besoins de l'agglomération.

La nouvelle carte sera valable à partir du 20 mars ; elle donnera droit à 10 livres de pommes de terre tous les 12 jours par habitant.

#### Le gaz augmente

L'administration du gaz de la ville de Berlin est en déficit de plus de 8 millions de marks pour l'année actuelle. Ce déficit provient de l'augmentation du prix du charbon, de la diminution des recettes tirées des sous-produits et de l'augmentation de salaire des ouvriers. En conséquence, la commission du conseil municipal a décidé de proposer à l'assemblée de porter le prix du gaz de 13 pfennigs à 16 pfennigs le mètre cube.

Le *Worwaerts* proteste énergiquement contre ce projet qui imposerait une nouvelle charge aux classes moyennes et ouvrières.

#### Le papier diminue

La commission du budget de la seconde chambre prussienne, discutant le budget de l'instruction publique, a voté une motion demandant que des mesures soient prises d'urgence pour empêcher pendant la guerre le gaspillage du papier dans les écoles et a examiné s'il ne serait pas possible de mettre au pilon les vieux papiers et les vieilles copies d'élèves.

#### Le Landsturm doit aller au front

La commission des finances de la Chambre de Bavière a exprimé, dans sa séance du 10 mars, un certain nombre de vœux au ministre de la guerre bavarois.

Celui-ci a répondu qu'il ferait tout son possible pour que l'armée ne garde pas des hommes dont elle pourrait se passer et qui sont indispensables à l'intérieur du pays. Par contre, il a protesté contre une idée erronée parmi les hommes du landsturm et d'après laquelle les hommes de cette catégorie ne devraient être employés que pour la défense du territoire. Le gouvernement est seul juge de la meilleure façon d'employer les forces militaires.

#### Seuls les métallurgistes sont contents

Les métallurgistes allemands, réunis à Dusseldorf, se sont félicités des bénéfices faits par l'industrie de la métallurgie depuis le début de la guerre.

### EN GRÈCE

#### UN INCIDENT DIPLOMATIQUE

Athènes, 13 mars. — Les journaux d'Athènes commentent vivement un incident qui vient de provoquer la police grecque. Un membre de la légation britannique, M. Talbot, a été entouré par des agents de la police secrète et un de ses amis, ancien officier de la marine grecque, qui l'accompagnait, fut conduit au poste, puis relâché. La légation britannique a adressé au gouvernement grec une vive protestation.

#### Contre la Roumanie

##### Les préparatifs austro-allemands

Genève, 13 mars. — La Roumanie est informée que de nombreuses forces bulgares seraient retirées du front macédonien et dirigées vers Roustchouk. Elles seraient remplacées par des troupes austro-hongroises. Les Allemands espèrent pouvoir réparer dans un bref délai le grand pont d'Oudovo, de façon à opérer de vastes mouvements. Les Autrichiens continuent à fortifier Kladova, dont ils veulent faire une puissante base défensive sur le Danube.

#### L'avenir de nos ports

M. Jean Hennessy a publié hier, dans *l'Information*, un article qui vient à son heure. Ce n'est pas tout ce que de penser à la victoire des armes françaises, il faut aussi songer à ce que sera la vie de la France après la guerre, et y songer dès à présent. Glorieuse, certes, mais appauvrie par un gigantesque effort, elle devra, après tant d'années d'équilibre et d'indépendance presque absolue dans sa production, se mettre, au moins pour un temps assez long, sous la dépendance des productions étrangères.

Devront-elles s'attarder en vue de nos côtes sans être promptement débarquées, ou demeurer gigantesques sur les quais sans gagner l'intérieur du pays où méthodiquement réparties, elles éviteraient le renchérissement du prix de la vie, et permettraient le complet développement de nos industries de guerre ? Nos ports sont-ils assez vastes ? Nos fleuves sont-ils assez navigables ? De larges canaux les unissent-ils entre eux et pénètrent-ils nos terres jusqu'en leur centre ?

Hélas ! à toutes ces questions, on ne peut répondre encore que négativement. Les navires modernes ne peuvent couvrir leurs frais s'ils naviguent à moitié vides, s'ils ne trouvent pas de fret au retour comme à l'aller. Or, pas ou peu de marchandises à prendre sur les quais, dans les ports, s'il n'y a pas, pour les y transporter, tout un système de navigation fluviale intérieure, tout un réseau de canaux.

Pourquoi donc n'avons-nous pas de canaux modernes ?

Obigation d'obtenir pour un travail quelconque, si peu important soit-il, l'autorisation et le concours de ministères, je n'ose dire de ministres, car la bureaucratie règne, qui s'ignorent ou se jalouent, de quelmander des subventions, oh ! combien onéreuses pour ceux qui les reçoivent, car même obtenues elles s'échelonnent sur un nombre démesuré d'années et qu'en échange le contrôle devient plus étroit et plus rigoureux ; impossibilité où se trouve l'Etat de poursuivre constamment l'amélioration d'une œuvre entreprise, avec le seul concours d'agents lents, tracassiers, paperassiers à l'excès, qui se désintéressent du travail achevé, n'envoient pas les moyens de le perfectionner, tandis qu'ailleurs, là-bas, en pays étrangers, sous la pression des organismes autonomes, sans cesse des progrès s'ajoutent aux progrès.

Rivalité des omnipotentes compagnies de chemins de fer, qui semblent ignorer que le trafic appelle le trafic.

Bref, lenteurs, contrôle, approbation, désapprobation, enquêtes, contre-enquêtes, rivalités, hésitations sur le tracé, attente d'inventions nouvelles, tout se mêle et s'entremêle et l'on n'aboutit pas.

Le remède ? L'organisation et l'autonomie régionale, sagement réglées, et l'autonomie complète des ports.

Ni la petite Belgique qui n'a fait Anvers, ni la petite Hollande Rotterdam, ce sont des commissions autonomes qui n'ont cessé de les agrandir et de les perfectionner.

Au point à visiter ces merveilleux foyers d'activité, pour qui à vu Liverpool, New-York, Londres, Rotterdam, Rio de Janeiro, Valparaiso, Calcutta, combien sont petits Le Havre, Nantes, Saint-Nazaire et même l'orgueilleuse et antique Marseille !

M. Jean Hennessy a pourtant confiance : ce qui n'est pas, ce qui n'a pu être aujourd'hui, sera demain. Le voyageur qui aura vu nos anciens ports et que les reverra bientôt ne les reconnaîtra plus. Et lorsqu'il demandera à quelque passant la raison de l'éclosion magique, celui-ci répondra :

« Nous avons compris : aussitôt après la guerre, nous avons réclamé l'autonomie économique de nos régions et de nos ports. Voilà le résultat. »

Vous qui avez besoin de repos et de soleil, allez : au Grand Hôtel du Cap Ferrat, près Nice

#### La Garde va donner !...

C'est le nouvel épouvantail brandi par les Boches : « Français, s'écrient-ils, vous n'avez encore rien vu. La garde va donner contre Verdun. » Ne nous frappons point. La quinzaine passée, ce furent les Brandebourgeois. Les Brandebourgeois ont « donné ». Et les Bretons (entre autres poilus de Pétaïn) les ont reçus.

Aussi bien la garde, — ou plutôt ce qu'il en reste, — a déjà marché depuis dix-huit mois de guerre, à Saint-Gond, notamment, où Foch la jeta dans les marais.

Le général Berthaut (*Petit Journal*) nous parle de cette réserve « colossale » :

Le troisième acte, celui de la garde, puisqu'on nous l'annonce, est en préparation. Quelle que soit la ténacité de l'ennemi, quelle que soit l'impossibilité de renoncer et de reconnaître un échec dont les conséquences seraient graves à tant d'égards, si la troisième poussée, celle de la fameuse garde, à le même sort que les précédentes, je ne vois guère la possibilité pour lui de poursuivre. Mais si cette poussée obtient un avantage, Verdun n'en sera pas en péril pour cela. Le seul résultat sera d'encourager les Allemands à continuer à y perdre du monde.

De M. Albert Milhaud (*Rappel*) :

Le nouvel acte qui va commencer — qui peut-être déjà est commencé — doit fournir des indications précieuses sur l'issue de la bataille. C'est-à-dire sur la lutte pour la possession du terrain D'ores et déjà, cependant, on peut estimer que l'ennemi consent, en vue de cet objectif, des sacrifices qui révèlent une mentalité stratégique très sensiblement pareille à celle du célèbre Pyrrhus.

#### Les mensonges boches

Depuis vingt-deux jours, les Allemands ont accumulé autant de mensonges que de cadavres. L'état-major, la presse, les critiques militaires du pays boche mentent à l'envi. M. Henry Bidou (*Journal*) démontre avec précision le mécanisme de leur insinuation :

Les critiques font tout leur possible pour exploiter le mieux possible les événements : Morait, qui se multiplie, tâche de tirer des conséquences de l'occupation de Forges et de Regnéville. Le thème le plus ordinaire est celui-ci : Les Allemands n'ont voulu faire que ce qu'ils ont réussi en effet. Ce raisonnement a, évidemment, l'avantage de supprimer net tous les échecs ; mais il faut un public bien candide pour y croire. Cependant, tous ces subterfuges ne suffisent pas. Alors il faut en venir aux gros mensonges, annoncer la prise de Vaux, qui n'a pas été attaqué, dépeindre le nombre des prisonniers. Et cela même ne calme pas l'opinion. Déjà la *Gazette de Voss* parle de préparation insuffisante ; d'autres journaux avouent que les Allemands ne peuvent pas vaincre sans cesse. Le moment sera dur où il faudra reconnaître l'échec définitif.

#### Le problème des auxiliaires

M. Jean Pictave (*Opinion*) a consacré plusieurs articles à démontrer que le régime des auxiliaires est inorganique et quasi chaotique. Abordant aujourd'hui le terme de son étude, l'auteur propose son remède :

Il est radical ; il semble paradoxal ; son efficacité pourtant n'est pas douteuse et nous espérons montrer qu'il n'est pas inapplicable : c'est la suppression pure et simple et le renvoi dans les foyers — sauf exceptions justifiées par des nécessités absolues — de tous les auxiliaires. C'est, par conséquent, la substitution généralisée de la main-d'œuvre payée à la main-d'œuvre gratuite.

Nous ayons déjà établi qu'au point de vue budgétaire la mesure serait incontestablement

profitable à l'Etat, chaque homme mobilisé coûtant 2 fr. 50 plus 0 fr. 25 de prêt, sans parler des allocations aux femmes et aux enfants, des frais généraux et des secours aux chômeurs qu'on n'essaie même pas d'utiliser. Nous avons dit également que la main-d'œuvre payée assurait un rendement très supérieur, chacun de ceux qu'on engageait, comme fait un industriel, se trouvant par la force même des choses affecté à un métier conforme à ses capacités ; on n'assisterait plus alors au spectacle d'une convocation de secrétaires d'état-major, parmi lesquels se trouvent 22 0/0 d'illettrés, comme le fait s'est produit récemment dans un recrutement de l'Est. On pourrait exiger enfin de ces collaborateurs rémunérés à la journée ou au mois une somme de travail garantie par la menace d'un renvoi en cas d'insuffisance, laquelle avec le système actuel l'unique sanction, d'ordre militaire, consiste dans la suppression complète du travail par mesure disciplinaire.

#### Pour le "Père Plume"

Du *Carnet de la Semaine*, cette savoureuse contribution à l'histoire de la papeterie française en temps de guerre :

Si les Allemands sont à Novon, M. Lebeureau reste cramponné à son rond-de-cuir. Malgré les ordres du général Gallieni, la vague de papeterie submerge l'armée française.

En voici la preuve :

1<sup>er</sup> Etat Le 21 février 1916.  
DIRECTION DU SERVICE DE SANTÉ

Fait retour à l'officier gestionnaire de l'Hôpital Villemain cette facture dûment rectifiée et approuvée : 2.639 fr. 69 au lieu de 2.639 fr. 68

2<sup>e</sup> Etat Le 23 février 1916.  
HOPITAL VILLEMAIN

J'ai l'honneur de faire connaître à M. le directeur du Service de Santé que j'ai donné l'ordre de faire une nouvelle facture ci-jointe s'élevant à : 2.639 fr. 69 au lieu de 2.639 fr. 68

3<sup>e</sup> Etat Le 28 février 1916.  
SERVICE DE SANTÉ

Fait renvoi, après contrôle. Prière de vouloir bien verser au Trésor la somme de un centime.

Soyons juste envers M. Lebeureau ! Si la papeterie relative à cette facture a coûté une quarantaine de sous, l'Etat a récupéré, grâce à lui, une somme de un centime ! En temps de guerre, il n'y a pas de petites économies.

#### Au quai d'Orsay

A l'occasion de la présence à Paris des représentants des états-majors alliés, le président du conseil, assisté du ministre de la marine, a offert, ce matin, un déjeuner auquel ont pris part les ambassadeurs d'Angleterre, d'Italie, de Russie et du Japon, ainsi que les ministres de Serbie, de Belgique et du Portugal.

En outre de M. Jules Cambon et du général Joffre, étaient également présents : les généraux Gillinski, Douglas-Haig, Porro, Robertson, Wielemans, Yard-Buller, Pellé, les colonels Pachitch, Stepanovich, de Brodzke, Stoyevitch, Albrici, les lieutenants colonels Krivevitch, Clive, major Melschaert, etc., etc.

### La bataille de Verdun

#### L'opinion en Angleterre

Londres, 13 mars. — Le rédacteur militaire du *Times* publie un article sur l'échec des attaques allemandes devant Verdun : « Les Allemands ont été induits en erreur par les succès relativement aisés qu'ils remportèrent sur les Russes. Ceux-ci étaient braves, trop braves, même. Mais ils manquaient de fusils, d'éclats, de canons. Les Allemands ont cru que la Meuse serait un second Donauziel et que Verdun serait un second Kovno. La tactique de Mackensen a échoué devant Verdun, quel que soit le sort finalement réservé à cette place. Le terrain est disputé pied à pied ; les Français, malgré les énormes préparations d'artillerie de l'ennemi et des attaques violentes d'infanterie chantant galement : « Ils ne passeront pas ! » et combattant aussi admirablement que leurs ancêtres dans les journées les plus glorieuses de leur histoire.

« D'ailleurs, nous ne devons point conclure de cet échec que Falkenhain a commis une faute. L'ennemi devait agir ainsi parce qu'en fait, il n'avait rien de mieux à faire. Falkenhain a voulu prévenir les Alliés parce qu'il estimait que ceux-ci dirigeraient au printemps ou en été contre les troupes allemandes une attaque concertée. De ce point de vue, on peut expliquer et même approuver la stratégie allemande. Il faut en même temps se souvenir de l'ordre du jour de Deiningling annonçant à ses troupes une « dernière offensive ». On peut penser que lorsque les Allemands seront convaincus de l'improbabilité de la victoire, ils abandonneront le but politique qu'ils poursuivaient. La paix sera alors moins lointaine qu'elle ne l'était auparavant. »

#### L'opinion en Russie

Pétrograd, 13 mars. — Dans la *Gazette de la Bourse*, le colonel Schoumsky écrit : « La grandiose et palpitante lutte de Verdun, qui tient en haleine le monde entier, reste quand même une énorme opération locale. Elle ne ressemble nullement à ces batailles générales qui décident du sort des guerres. Or, tenant compte de la tactique que les Allemands poursuivent invariablement, il faut admettre que, si l'offensive contre Verdun n'est pas la principale opération, l'ennemi l'a donc conçue ailleurs, c'est-à-dire sur notre front.

« En effet, l'animation extraordinaire des reconnaissances ennemies, ces jours derniers, confirme cette supposition. Nous avons tout lieu de croire que les Allemands reprendront dès le printemps l'opération à laquelle ils ont échoué à la fin de l'été et de l'automne passés. Il paraît que cette opération sera un grand mouvement débordant par les deux ailes. Dans ce but, les Allemands immobiliseront une région et, s'y appuyant, chercheront à entourer nos ailes. La région immobilisée sera celle des marais de Pinsk, qui s'y prête très bien ; la région entre Dvinsk et ses marais, la Volhynie et la Galicie seront des champs d'action intense. »

#### L'ACCIDENT DE LA LOUPE

Chartres, 13 mars. — Hier soir, le général Petit, commandant d'armes de la place de Chartres, plusieurs officiers, ainsi que le préfet et le sous-préfet sont venus saluer les dévoués des victimes de l'accident de la Loupe.

Dans la soirée, les sept corps ont été mis en bière à l'hôpital civil, puis transférés, dans la grande salle du conseil municipal, obstruée en chapelle ardente.

Les obsèques seront célébrées mercredi.

### La perte du "Monge"

Toulon, 13 mars. — On vient d'apprendre que le sous-marin français *Monge*, coulé en Adriatique dans la nuit du 29 au 30 décembre, n'a été touché ni par une torpille ni par une mine ennemie. Les rapports reçus au port sur l'événement apprennent que, naviguant par une nuit très noire et tous feux éteints pour atteindre un croiseur rapide autrichien du type du *Spaun*, le *Monge* aborda une torpille qui serait le *Triglav* ou le *Balaton*. Le *Monge* reçut un coup d'étrave qui lui fit une voie d'eau grave. Son commandant tâcha d'aveugler la voie d'eau, mais ne put y parvenir. Il ordonna à ses hommes de se sauver quitte à être faits prisonniers.

Un de nos matelots, interné en Autriche, a déposé en ces termes : « Nous avons été dans une position que jamais sous-marin n'avait connue. C'est miracle que l'équipage en ait réchappé. Mais notre commandant a été merveilleux. »

Les rapports reçus de Toulon affirment que, quand il eut assurance que plus personne n'était à bord, le commandant a lancé un regard d'adieu à tous, puis, se laissant glisser sous le capot, il disparut dans l'eau avec son navire. Ce commandant était le lieutenant de vaisseau Roland Morillot, né le 13 juin 1885. Il était le fils du comte Morillot, ancien député de la Marne.

#### La Bulgarie convoque SA CLASSE 16

Genève, 13 mars. — Un décret militaire bulgare a ordonné la convocation de la classe 1916 pour le 18 mars. L'agence bulgare note que, contrairement à ce qui s'est produit chez la plupart des autres belligérants, la convocation de la classe 1916 a eu lieu à sa date normale.

M. Herbst, directeur de la presse bulgare au ministère des affaires étrangères, est parti pour Berlin chargé d'une mission de service.

#### Les socialistes allemands contre les nouveaux impôts

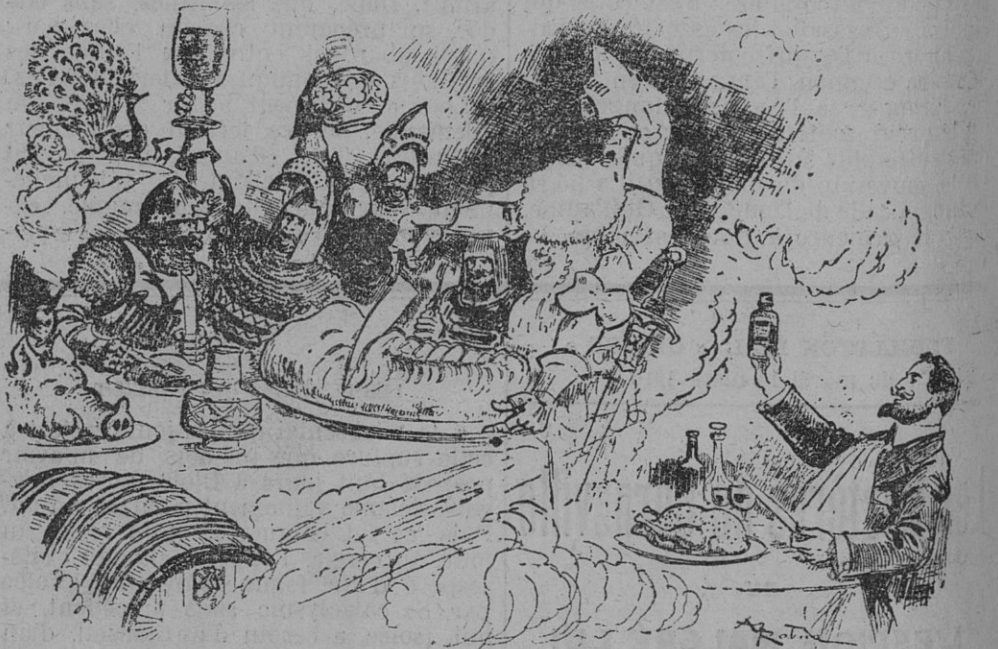
Berne, 13 mars. — La réunion convoquée le 9 mars par le parti social-démocrate, au jardin zoologique de Leipzig, a été, dit la *Gazette Populaire de Leipzig*, organe de la minorité socialiste, « une fougueuse manifestation » de la population de Leipzig contre les nouveaux impôts indirects présentés par le gouvernement et, aussi, ajoute-t-il, « contre les autorités locales qui, contrairement aux promesses des personnes responsables, avaient tenté d'empêcher la discussion de ce projet d'impôts. »

Devant plus de 3.000 personnes, le socialiste Lipinsky montre l'injustice des nouveaux impôts.

« Nous sommes ennemis de toutes les douanes, de tous les impôts indirects qui sont destinés à charger la masse au profit d'un petit clan de riches. »

Après avoir passé successivement en revue tous les impôts présentés, il déclare : « Les impôts présentés par le gouvernement de l'Empire sont inacceptables par la population ouvrière. Si les douanes protectrices et les impôts indirects déjà en temps de paix pèsent de tout leur poids sur les classes les moins aisées, les impôts et les taxes projetés maintenant menacent de réduire à un état insupportable les conditions de résistance du peuple rendus si pénibles déjà par les spéculateurs et les insuffisances du ravitaillement. »

## URODONAL et les gros mangeurs



Comme au temps des Burgraves, grâce à l'URODONAL.

### LES SPECTACLES

Ce soir :

- COMEDIE-FRANÇAISE. — 8 h. 30. — Mademoiselle de la Seiglière.
- OPERA-COMIQUE. — Relâche.
- ONJON. — 8 h. — Relâche.
- VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Cabiria.
- TH. SARAH-BERNHARDT. — Relâche.
- GAY. — 8 h. 30. — Coriolan et le...
- GYMNASE. — 8 h. 45. — La Layette.
- PALAI-ROYAL. — 8 h. 30. — Le Poilu, etc.
- VARIETES. — 8 h. 30. — Depuis six mois, l'improvisé du Paquetage, la Bonne Intention.
- PORT-SAINT-MARTIN. — 7 h. 45. — La Femme Nue.
- ATHENES. — Le Coq en Pale.
- THEATRE ANTOINE. — Nono.
- REISSANCE. — 8 h. 30. — Une Nuit de Noces.
- TH. REJANE. — 8 h. 30. — 1914-1917.
- CHATELET. — Relâche.
- BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 15. — Kil.
- NOUVEAU-AMBIGU. — Ma Tante d'Honfleur.
- TRIANON-LYRIQUE. — 8 h. 15. — Songe d'une Nuit d'été.
- PORTS-BENGERE. — 8 h. 30. — A la Parisienne !
- OLYMPIA. — 8 h. 30. — Polaire.
- CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Spectacle varié.
- MOXCEY. — 8 h. — Si j'étais Roi.
- ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.
- CAPUCINES. — 8 h. 15. — En franchise. Oh ! pardon !
- DEJAZET. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosalie.
- GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 30. — L'Homme qui fut aimé, l'Expérience du docteur Lorde.
- SCALA. — 8 h. 30. — Enfer, les bleuet !
- CIGALE. — 8 h. 30. — Hurlé des Revues.
- ELDORADO. — 8 h. 15. — La Crevette.

BA-TA-CLAN. — 8 h. 30. — Le Voyage de Corbillon. EUROPEEN. — 8 h. 30. — Pan ! sur les K...boches. REVUE. GAITE-ROCHOUART. LA PIE QUI CHANTE. CASINO DE PARIS ET NOUVEAU-CIRQUE. à 8 h. 30. Attractions. OMNIA-PATHE. — Spectacle varié de 2 à 11 h. ARTISTIC-CINEMA PATHE. — 8 h. 30. — Matinées jeudi dimanche, 2 h. 30.

qualité et quantité SONT OBTENUES AVEC les plats cuisinés et les mets froids PORTANT COMME GARANTIE LA MARQUE Amieux-frères TOUJOURS A MIEUX ET LA DEVISE :

Le gérant : ANTOINE KLIENTZES.

Imprimerie WELBOFF et ROCHE 1618, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.